

Caen : l'université française à la recherche d'une nouvelle jeunesse

Trois cents savants, hommes politiques, hauts fonctionnaires et industriels réunis à Caen pendant trois jours pour le 11 novembre, cela devait faire du bruit. Effectivement, les suggestions formulées au cours de ce colloque sur le thème « Formation supérieure et Recherche scientifique » sont assez révolutionnaires. Les ministres concernés l'avaient bien pressenti et ne s'étaient pas fait prier pour venir marquer de leur présence les travaux de l'Association d'étude pour l'expansion de la recherche scientifique.

M. Valéry Giscard d'Estaing lui-même, était venu, quasiment de son propre chef, pour participer à la dernière journée.

De cette manifestation, on retiendra surtout le discours prononcé à la séance d'ouverture par Pierre Mendès France, qui a illustré, par une masse impressionnante de chiffres, le retard pris par la France en matière de recherches scientifiques et technique.

Il a notamment, déclaré :

« A supposer le V^e Plan intégralement exécuté, nous ne nous retrouverons en 1970 qu'au niveau de la Grande-Bretagne en 1963. Au surplus, le Plan ne peut plus être réalisé, et nous le savons bien ; ces 50.000 nouveaux chercheurs ou ingénieurs de recherche qu'on disait vouloir recruter entre 1965 et 1970, ces 65.000 techniciens de la recherche où les trouverait-on ? Ce n'est pas une conjoncture bien favorable à l'expansion de la recherche que celle qui aura abouti, cette année, à réduire de 5.000 le nombre de nos bacheliers de mathématiques, et qui, pour un nombre d'étudiants de loin le plus élevé d'Europe, aura abouti à nous donner moins de nouveaux docteurs es sciences que n'en comptent l'Angleterre et l'Allemagne. »

Le déficit annuel de la balance extérieure des redevances de fabrication s'élevait à 7 milliards d'anciens francs en 1956 et sera de l'ordre de 50 milliards légers cette année, devait ajouter M. Mendès France, pour lequel la solution réside dans une augmentation considérable des crédits de la recherche, un développement de l'enseignement supérieur de masse et une rénovation complète de l'enseignement supérieur.

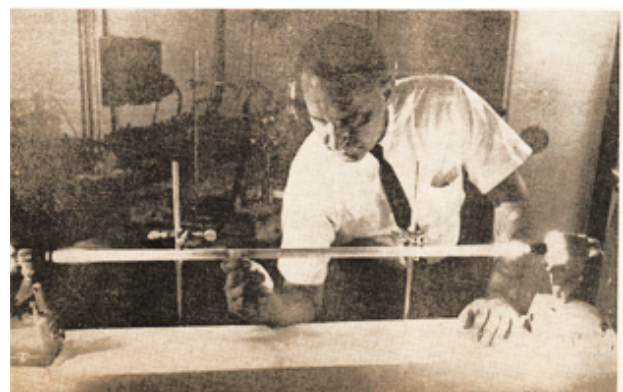
M. Monod, Prix Nobel, qui succéda à la tribune à Pierre Mendès France, approuva totalement

les déclarations de celui-ci et rappela que c'est sous l'impulsion du Président du Conseil d'alors que furent prises en 1954-1955 les premières mesures destinées à promouvoir une politique de la recherche scientifique.

M. Alain Peyrefitte devait aussi, dans son discours, samedi soir, rendre hommage à Mendès France ; le ministre de la Recherche scientifique se borna, toutefois, à rappeler les grandes lignes de la politique gouvernementale dans ce domaine, et prononça un discours d'une banalité dont il a le secret.

Objectif : décloisonner

Le patronat, de son côté, était bien représenté, le président du C.N.P.F. participa à la séance d'ouverture et plusieurs directeurs de recherche de grandes firmes privées furent assidus aux travaux des commissions. L'assistance fut toutefois quelque peu déçue par le discours de M. Huvelin, qui s'est surtout contenté de faire la philosophie des rapports entre l'ingénieur et le chercheur fondamentaliste, alors que le colloque attendait de lui une définition positive des besoins de l'industrie au regard de la recherche. Mais M. Huvelin se trouva en harmonie avec le colloque lorsqu'il réclama un décloisonnement systématique des différentes catégories de recherche, la suppression des barrières intellectuelles qui séparent encore l'université et l'industrie.



{Photo A.F.P.}

Comblent notre retard scientifique et technologique

Cette idée de décloisonnement est, en effet, à la base des travaux du colloque : elle inspire toutes les recommandations adoptées en séance

solennelle de clôture, en présence du ministre de l'Education nationale. Et celui-ci, qui ne brille pas par l'originalité de sa pensée, n'a finalement pas été mécontent de trouver des idées auxquelles il puisse attacher son nom ; aussi le discours qu'il prononça pour la clôture est-il fort encourageant pour les promoteurs des réformes suggérées.

Qui sont ces promoteurs et quelles sont ces réformes ?



(Photo A.F.P.)

J. Monod, Prix Nobel : pour une véritable politique de la recherche scientifique

Comme souvent, c'est une minorité agissante qui a provoqué cet examen de conscience de l'université ; il s'agit essentiellement de MM. Lichnerowicz, agrégé de mathématiques, membre de l'Institut, et Zamansky, doyen de la faculté des Sciences de Paris, du recteur Cappelletti, de M. Monod, Prix Nobel, du professeur Jean Bernard, de la faculté de Médecine de Paris, plus quelques autres qui trouvèrent un discret encouragement auprès de M. Aigrin, directeur général des enseignements supérieurs.

Fin du mandarinat

L'idée de base est simple : abolir la structure napoléonienne, cloisonnée et centralisée, de l'université française, pour la remplacer par des

unités d'enseignement autonome, plus nombreuses, concurrentes et compétentes pour les disciplines les plus variées. Ainsi, les facultés parisiennes devraient-elles éclater en une dizaine d'universités autonomes, ce qui aurait l'avantage de ramener les institutions d'enseignement supérieur à une échelle plus humaine : les unités les plus grandes ne devraient pas compter plus de 10.000 étudiants au maximum.

Du même coup, les chaires disparaîtraient, afin de mettre un terme à la sclérose qui résulte de la quasi-inamovibilité des titulaires ; il s'agit de permettre chaque année la mise à jour systématique des enseignements, de réviser les cours, de créer de nouvelles disciplines et de multiplier les relations interdisciplinaires, totalement inexistantes aujourd'hui. En bref, rénover la structure de l'enseignement supérieur par la suppression des cloisonnements et du mandarinat des « patrons », tel est l'objectif des résolutions du colloque de Caen 1966, et il fallait, par exemple, un certain courage de la part des sommités médicales présentes pour accepter, comme elles l'ont fait, une telle évolution.

L'idée est ainsi lancée dans l'opinion publique ; des expériences seront tentées. Mais les difficultés à surmonter seront considérables, car il s'agit de bouleverser des structures et des habitudes séculaires.

Le rajeunissement de notre université est, certes, une tâche urgente et les savants réunis à Caen ont eu raison de provoquer cette prise de conscience de l'opinion publique. Il faudrait, toutefois, se garder de recourir systématiquement à la solution de facilités qui consisterait à copier les universités étrangères : en particulier, le dynamisme de la recherche américaine exerce une sorte de fascination qui était sensible à Caen. Mais, pour se rajeunir, l'université française ne doit pas se contenter de copier ; elle doit trouver sa voie propre et avoir pour objectif essentiel une démocratisation toujours plus grande.

Rémy Grillault.